



cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

100 vaches pour sortir de la pauvreté. C'est le pari que tente « Charles le dernier Tutsi ». Pour aider ce village et collecter 35 000 euros une cagnotte est ouverte.

Début septembre, les tickets de caisse seront supprimés dans les grandes et moyennes surfaces de vente. Objectif : économiser du papier et quelques fractions de centime par ticket. Mais le coût des données ainsi collectées, leur stockage et leur traitement, qui en connaît le prix ?

A l'heure du cinquantenaire de Libé, plusieurs statistiques confirment la (relative) bonne santé de la presse « de gauche » (Le Monde et internet compris). La France qui vote est à droite, celle qui lit est à gauche ?

La consommation alimentaire a chuté en France revenant à son niveau de 2008. L'inflation est prévue à la hausse jusque fin 2024. JOP là boum !

Le magazine allemand Die Aktuelle a annoncé, en Une, la « première interview » du champion de Formule 1, Michael Schumacher, dans le coma après une chute. Entretien généré par une IA et donc totalement faux...

Agenda militant

12-14 mai Lure

<https://www.nesp2023.com/>

14 mai à 11 H Paris 13^{eme}

Projection du film de Daniel Kupferstein

Les balles du 14 juillet 1953

A l'Escurial, 11, Boulevard du Port Royal

Séance animée par la LDH et suivie d'un débat

avec le réalisateur et Alain Ruscio

26 mai en région parisienne

Assemblée générale des actionnaires de Total

Attac

Ce qui change et ouvre des portes

Les médias disent des auteurs de violences qu'ils « se radicalisent » ou qu'ils sont marqués du sceau de l'anticapitalisme. Cette entorse à la langue française est de l'intox. Se radicaliser ne veut pas dire être violents mais attaquer le mal à la racine. Par contre se radicaliser conduit effectivement à l'anticapitalisme. Et depuis quelques temps, le mouvement commence à mesurer que grèves et manifs ne suffisent pas et cherche un souffle nouveau en occupant des lieux symboliques du capitalisme : LVMH, ou des firmes qui visent à devenir des fonds de pension (BlackRock) privatisant la retraite... Tiens ? Macron disait bien que les marchés financiers demandaient sa réforme.

Un peuple conscient d'être indispensable à la société est en train de naître. Hier les indispensables étaient les « employeurs et investisseurs », aujourd'hui ce sont les éboueurs, les raffineurs, les cheminots, les soignants, les enseignants, les artistes... bref celles et ceux qui font la vie. La diversité des métiers et des situations ne se traduit plus par un émiettement des luttes mais au contraire par une conscience de former un ensemble. Elle s'accompagne d'exigences nouvelles : contenu et rémunération du travail, partage des richesses et reconnaissance du rôle de la personne dans la société. Ainsi un antagonisme de classes apparaît prenant la place d'un clivage gauche-droite que le bilan des gauches des 40 dernières années a mis durablement à mal. L'absence de perspectives politiques n'est pas nouvelle et ne sera pas comblée par des constructions d'états-majors qui ont marqué les échecs passés.

La défiance envers les institutions dépasse l'affaire du 49-3 et touche les institutions dites représentatives, entendez : qui pensent et décident à notre place. L'exigence d'une vraie souveraineté populaire grandit. Le niveau des abstentions était déjà significatif et l'expérience récente est la goutte qui fait déborder le vase.

Chacun de ces « bougers » peut devenir autant de points d'appuis pour chercher leur prolongement dans des mesures concrètes qui mettent à mal le système. La 6^{ème} République ne viendra pas d'en haut mais de confrontations, de propositions nouvelles et d'expérimentations. Les mouvements peuvent devenir les lieux - et les forces - où se définissent et qui imposent de nouvelles règles de vie démocratique et des solutions qui s'en prennent à la domination de la finance. ●

PIERRE
ZARKA



CGT : 53^e congrès et autant d'hésitations...



©cgt.fr

Rarement congrès CGT aura suscité tant de surprises, et un dénouement si peu attendu. L'élection de Sophie Binet répond à l'exigence de Philippe Martinez d'installer une femme au secrétariat général. Et c'est fort bien. Mais qu'en est-il sur le fond des orientations et du fonctionnement ?

Nous n'aborderons ici que quelques points, renvoyant en complément à d'autres analyses citées ci-dessous.

Le rejet (d'une courte tête) du rapport d'activité tient autant au poids de l'opposition 'FSM' 'continuer la CGT' qu'à la cristallisation de diverses rancœurs (au sein du Commerce, par exemple) et à « l'inexpérience » de délégué.e.s dont c'était majoritairement le 1^{er} congrès confédéral.

Le bloc d'opposition (qu'on qualifiera de conservateur identitaire) poursuit une offensive bien ancienne, qui produit de nombreuses crises d'appareils, notamment au sein de l'Union départementale de Paris dans les années 90. Entre autres... On peut considérer que ce bloc a pesé un petit tiers du congrès. Rien n'est moins sûr qu'il représente autant chez les 650 000 syndiqués de la CGT. Il a toutefois une capacité de frappe notable, qu'Info-Com CGT représente. Sans doute la victoire de la ligne Roussel au sein du PCF leur a donné des ailes. Considérer qu'il s'agit là d'un effet direct serait imprudent. Les positions du PCF ne comptent guère plus dans la base syndicale.

La question de l'unité a provoqué des prises de position, fort contradictoires. Envoyées incantatoires pour les uns, virulence expiatoire pour quelques syndicats en grandes difficultés, le bal des postures a bien fonctionné, même si le mouvement 'Retraites' a empêché des sorties aussi agressives qu'aux séquences précédentes. Le document d'orientation adopté reprend les fondamentaux CGT sur l'unité syndicale, et la proposition unitaire de Georges Séguy, mais reste fort prudent quand on sait qu'avec la FSU (citée dans le document) et Solidaires, la discussion paraît évidemment nécessaire à beaucoup. Au-delà on sort de « Plus jamais ça » mais on réaffirme une sorte de front social. A qui profitera le flou du texte ?

Beaucoup de problèmes ont été éludés. La question écologique reste un parent pauvre. Les questions de fonctionnement sont restées au niveau des dysfonctionnements de l'appareil confédéral. La violence de certains comportements laisse rêveur quant au sentiment démocrate de certains... Quand 15% des syndiqués le sont dans une union Locale, de nouveau la structuration de la CGT reste taboue. Les grosses fédérations et UD y sont les seules gagnantes. Pourtant c'est là un sujet essentiel.

Les hésitations qui marquent l'orientation adoptée laissent à Sophie Binet, dont les débuts sont plutôt bien accueillis, et à la direction confédérale, une marge importante.

Le syndicalisme est à réinventer ; affaires à suivre...

● **PATRICK VASSALLO**

A lire en complément :

<https://syndicollectif.fr/53eme-congres-cgt-n6-larbre-martinez-et-la-foret-des-problemes/>

<https://www.contretemps.eu/author/tony-fraquelli/>

« Actualités de la FSM ou 'le retour des morts vivants' » sur le site Syndicollectif,

<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2019/11/26/feminisme-travail-syndicalisme/>

Mayotte département français, le droit en moins, la barbarie en plus...

©sergedignazio



Kidnapée à la nation Comorienne, Mayotte, 101^e département français vit entre répression, brutalité policière et institutionnelle que pointent du doigt des rapporteurs onusiens et le conseil de l'Europe.

Mayotte, 376 km² et 300 000 habitants : 84 % d'entre eux « vivent » sous le seuil de pauvreté (14% en « métropole »).

Mayotte département... mais Mayotte ou l'empêchement à la citoyenneté ! Pour 100 000 habitants il y a 10 avocats contre 103 en France hexagonale. La quasi-totalité de la population est éligible à l'aide juridictionnelle mais il n'y a qu'un seul poste de greffier pour toute demande de cet ordre.

Misère, impossibilité matérielle, le droit, les droits, se diluent dans l'immense précarité de la population.

Le gouvernement Macron s'appuie sur des élus locaux ultra droite, et des milices armées acharnées à faire des Comoriens les boucs émissaires des difficultés économiques, sociales et sociétales taraudant l'île. Son ministre (intérieur et outre-mer), Gérard Darmanin, a lancé une terrible opération de destruction des habitations dans les quartiers les plus miséreux de l'île du 22 Avril au 17 juin 2023. Des centaines de policiers, gendarmes, CRS matraques en mains et armes à feu chargées, sont missionnés à l'expulsion des « étrangers », le plus souvent comoriens, et à la destruction de milliers de logements « informels ». Dans ces logements des familles vivent parfois depuis des décennies. Depuis fin 2020 plus de 1800 habitations détruites ont concerné plus de 8500 personnes. Darmanin vient d'entreprendre une opération du même ordre, l'ampleur et la barbarie en plus.

Ainsi, après l'école, nombre de mineurs plus nombreux encore se retrouveront sans logement, ignorant où sont leurs parents si au hasard de sa chasse aux humains, la mère patrie leur aura infligé éloignements expéditifs, illégaux, inhumains.

La France place ainsi des mineurs en situation de vulnérabilité et de danger intolérable. Elle organise des déplacements forcés de populations dans un même territoire, se rendant passible de crime contre l'humanité selon l'article 7 du Statut de Rome¹ dont elle est signataire.

● CATHERINE DESTOM-BOTTI

Extrême-droite : violences inadmissibles

L'extrême-droite multiplie depuis deux ans les gestes criminels pour asseoir son idéologie nauséabonde. On passe de la parole aux actes. Déjà en 2013 le jeune Clément Méric a perdu la vie suite à une agression par des militants de la mouvance la plus violente de l'extrême-droite. Plus récemment des groupes identitaires ont traqué les migrants qui tentaient de passer la frontière entre l'Italie et la France. D'autres ont envahi la réunion du conseil régional d'Occitanie. Qui sont-ils : des membres de Reconquête parti d'Eric Zemmour, l'Action Française, des cathos intégristes ou encore des nazillons de groupuscules crachant leur haine de la démocratie et de la République. A quelques semaines d'intervalle ils ont commis des actes criminels à Saint Brévin en incendiant la voiture et la maison du maire car l'État avait proposé que la commune accueille un centre de demandeurs d'asile (CADA) ou encore à Callac autre commune bretonne où le projet d'accueil de migrants a dû être annulé sous la pression des sbires de Zemmour. Dans le même temps le ministre de l'intérieur et la 1^{ère} ministre remettent en cause l'action de la LDH, la menaçant de lui supprimer les subventions. Ils inscrivent l'action du gouvernement dans l'extrême-droite ligne du RN. Pour autant un peu partout dans le pays des actions de solidarité avec les migrants montrent que les thèses de l'extrême-droite ne sont pas partagées par une partie de la population. Les thèses du grand remplacement sont minoritaires mais nous devons sans relâche démonter l'argumentation de l'extrême-droite et combattre cette idéologie.

● DANIEL ROME



© sergedignazio

Souveraineté populaire

Une lame de fond traverse le pays. L'illégitimité du gouvernement, du président est devenue insupportable, comme la répression et les atteintes aux libertés.

Est-il possible à partir de ce qui s'exprime dans les manifestations et les actions aux formes diverses, que le mouvement investisse davantage le champ de l'alternative ? Comment construire une souveraineté populaire ? Redonner du sens au mot démocratie ?

Construire la citoyenneté populaire



© sergedignazio

Le mouvement populaire que nous vivons depuis le début de l'année a des racines bien plus anciennes (Nuit Debout, les Gilets Jaunes, mouvement social de décembre 2019/janvier 2020 contre la réforme des retraites à points etc...). Ce mouvement populaire exprime une contestation de l'ordre établi et des politiques néolibérales tant sur la question du travail, du sens et des finalités du travail, de la remise en cause du lien de subordination et des logiques managériales dont la seule boussole est le profit versé aux actionnaires. Ce mouvement dit aussi avec force et dans de larges couches de la société le fait que toute activité économique doit à l'avenir être soucieuse des êtres humains et de l'avenir de la planète.

Nombre de commentateurs ne cessent d'évoquer qu'il y aurait deux légitimités : celle des urnes et celle du peuple. Cette distinction en dit long. Comme nous le disions dans le dernier éditorial : « *La rébellion nationale contre l'allongement du temps de travail affronte la dimension antidémocratique de la Ve République. 70% de la population dont 90% des actifs et actives rejettent le projet Macronien. Sénat et Assemblée Nationale l'adoptent néanmoins, illustrant l'usure de la notion de*

« représentation » du peuple. Macron confirme laissant suinter sa peur « la foule qui manifeste n'a pas de légitimité face au peuple qui s'exprime à travers ses élus ».

L'illégitime, c'est l'acte parlementaire échappant à la validation populaire. De fait, le mouvement populaire n'est pas que mouvement social.

Ne peut-on pas inventer les outils qui construiront la citoyenneté populaire ? Mettre en débat le rôle et le statut des élus/es de la République, de ces administrations et cabinets conseil et autres sachants périphériques ? Proposer que les élus/es, plutôt que se considérer comme « représentants/tes » : des citoyennes/s deviennent réellement leurs porte-paroles ?

Créer les conditions d'une République sociale et démocratique voilà ce qui est posé aujourd'hui avec force. Cela suppose d'empêcher aussi les forces du capitalisme financier d'imposer leurs conditions. Créer les conditions d'une véritable souveraineté populaire est un défi immense. Donner du sens politique au mot démocratie voilà une gageure que nous devons relever.

A partir de ce qu'expriment les manifs, les pancartes, nombre de propos et hier nombre d'abstentions, est-il possible d'envisager que le mouvement commence à investir davantage le champ de l'alternative sans attendre que quiconque le fasse à sa place ?

Dans ce dossier, Jean-Louis Sagot-Duvaurox, Corinne Le-page, Alain Bertho reviennent sur les processus en cours dans le mouvement, sur ce qu'il révèle, sur ce qui fermente et sur ce qu'il faut encore construire. Bénédicte Goussault, Pierre Zarka, Daniel Rome, Ophélie Gath commencent à explorer les voies du dépassement de la démocratie représentative.

Si vous voulez poursuivre le débat, rendez-vous à la coopérative de débat sur le site de Cerises.

● **La rédaction de Cerises**

A nos corps politiques !

Nous n'avons plus les mots pour décrire ce que nous vivons depuis quatre mois. Ils les ont tous détournés. Jusqu'à terrorisme. Rendant ainsi impossible tout argument raisonné. Confisquant tout débat sensé. Le règne de la confusion. Un brouillard intellectuel. Une bouillie démocratique.

Le meilleur tweet de ces derniers jours c'est celui de Sophie Binet, la nouvelle secrétaire générale de la CGT : « #LOL » écrit-elle pour répondre à celui du chef autoproclamé de la « Nation » à son propre tweet invitant les syndicats à une rencontre après l'adoption de la réforme sur les retraites. LOL. Voilà, tout est dit. Quand les mots manquent, qu'ils ne sont plus le lieu du débat, reste alors de pauvres onomatopées saisissantes, à la suite desquelles on ne trouve rien à ajouter, juste LOL.....comme un rire nerveux, un hoquet verbal, une pensée interrompue. LOL.

Dans les manifestations, aux pancartes sur les retraites ont succédé celles sur la démocratie et puis plus rien, plus de pancartes, plus de mots, juste des corps qui défilent pour dire on est là et en même temps on n'y est déjà plus. Sur une des seules pancartes aperçue jeudi 13 avril à Rennes était inscrit deux mots « C'est non ». Plus la force d'expliquer non à quoi, non pourquoi, non comment, juste non. LOL. La rue pour nous compter, pour partager, pour rire ensemble de la folie capitaliste illibérale de ce gouvernement qui ira jusqu'au bout de nos espoirs, jusqu'à l'anéantissement des forces. Parce que c'est notre projet, on était prévenu, pas de démission en vue. Pas d'apaisement non plus de notre côté.

**Tout est lié,
nous le sentions,
nous le savions,
ils l'ont révélé**

Aux onomatopées succédèrent alors le bruit des casseroles, partout, devant les mairies. Des batucadas de colère et de joie d'être toujours là. Un dispositif sonore portable alors interdit dans les manifestations. LOL.

« Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions de personnes. La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première. La troisième est la violence répressive qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres » (Helder Camara). Et Sainte-Soline en fut le terrain d'expérimentation. Sang jours pour agir au service de leur projet. LOL.

C'est maintenant la guerre des corps. Eux et nous, la frontière est nette, ils ne se cachent plus. Eux et nous. Le peuple contre l'oligarchie. Ils tenteront bientôt de nous balancer les corps de l'immigration comme bouc émissaire de nos malheurs. Nous devons être là, tous/tes. Les barbares ce sont eux et leur brave milice. On a bien fait de faire barrage. LOL.

Ils donneront tout ce qu'ils possèdent pour leur religion, c'est à dire nos vies. Certain.es sont frappé.es pour ce qu'ils/elles font, d'autres pour ce qu'ils/elles sont. Mais c'est toujours la même matraque qui frappe. Depuis les quartiers où l'on a expérimenté les armes de guerre, avec les gilets jaunes et aujourd'hui la répression des mouvements sociaux.

« Il faut alors étonner la catastrophe par le

peu de peur qu'elle nous fait » (F. Ruffin). L'effondrement du gouvernement est là à portée de casseroles et d'onomatopées. Là, entre les interstices militants, dans la spontanéité et la confluence des rassemblements, avec la colère commune qui nous anime, par l'organisation révolutionnaire, par l'imagination de nouvelles formes militantes, par le submergissement des actions et des sujets en devenir, par les soulèvements et les coopérations citoyennes, par la création de ZAD expérimentales, d'assemblées populaires locales, de happenings subversifs, en reliant les questions sociales, coloniales, écologiques et féministes. S'opposer dans, contre et à côté du système, chacun/ne, là où cela nous est possible. Tout est lié, nous le sentions, nous le savions, ils l'ont révélé. LOL.

Nous vivons et analysons dans le même temps des mondes possibles. Aucun retour en arrière, nous sommes désormais trop nombreux/.ses à ouvrir d'autres voies, sans doute dans la peur et le doute mais avant tout dans l'espoir. Comment cela va-t-il se passer ? Ou allons-nous ? A part le vivre dans nos chairs, le raconter et l'analyser en direct et le transmettre dans la foulée, nous ne le savons pas. Nous pressentons la violence à venir mais aussi les solidarités qu'il ne faudra surtout pas lâcher. Et si dans l'entre-deux peuvent surgir des monstres, ce qui est visible aujourd'hui, c'est la conscience que nous sommes en capacité de reprendre radicalement du pouvoir sur nos vies. MDR.

● **Corinne Lepage,**
éducatrice populaire et radicale

Grève, potage et sabotage



<https://www.facebook.com/R2RPlatsEtResistances>

Une activité étonnante, une organisation époustouflante, un collectif qui produit de manière autonome, construit du lien, de l'émotion, du partage.

Le réseau de ravitaillement des luttes du pays rennais participe activement au mouvement social et soutient la grève générale reconductible pour repousser la réforme des retraites, conquérir de nouveaux droits et changer la société ainsi qu'ielles le formulent. Distribution de boissons chaudes, paniers de

légumes, pain, bière et autres denrées pour soutenir des camarades grévistes : l'activité du réseau consiste à faire du lien entre les collectifs en lutte et des producteurs et productrices solidaires dont la Confédération Paysanne autour de Rennes, à construire une forme d'indépendance vis à vis des structures capitalistes contre lesquelles la lutte s'organise.

Présent dans les assemblées générales interpro, au moment de l'occupation de

l'ancien cinéma Arvor qui malheureusement n'a duré que deux jours pour cause d'expulsion décidée par la maire de Rennes, le réseau de ravitaillement a organisé des distributions solidaires sur ce lieu. Ielles font appel à l'ensemble des paysans artisans du territoire qui souhaitent participer à des actions de solidarité avec un lieu de dépôt à la Ferme en Cavale à Vezin.

En même temps le réseau organise des chantiers ouverts à toutes et tous sur ce site de la Ferme en Cavale : désherbage, mise en place de bâche, construction de structure pour pépinière à poireaux, maraîchage ... tout en proposant des temps de discussion politique.

L'Humanité, France 3 Bretagne ont mis à l'honneur les activités du réseau de ravitaillement des luttes.

Le 8 mars banquet féministe, et repas à prix libre, les 25/26 mars cantine à Sainte-Soline, à chaque et toutes les semaines distribution chez les cheminots, sur les piquets des salariés de Suez en soutien à leur grève reconductible... Ielles n'ont pas chômé !

C'est peut-être ça commencer à faire peuple ensemble.

● Sylvie Larue



Et maintenant, quel « ordre de bataille » ?

« Macron nous fait la guerre et sa police aussi » : le slogan sonne comme une évidence. Le néolibéralisme français mobilise des armes et des stratégies militaires contre les manifestations, attaque frénétiquement les associations, les libertés et même la LDH. Il use cyniquement des armes institutionnelles pour imposer une loi contre le pays. La mobilisation la plus puissante depuis un demi-siècle, ne l'a pas fait plier, n'a pas contrebalancé le poids des marchés financiers dans les décisions présidentielles.

En trente ans, les conditions de la bataille sociale et démocratique ont été bouleversées. Les stratégies de mobilisation héritées des compromis sociaux fordistes sont devenues inopérantes. Nous nous sommes déjà heurtés à cette inflexibilité brutale sans en tirer toutes les leçons. En 2010 comme en 2016, des mobilisations longues et fortes se sont soldées par des défaites et seul le Covid nous a sauvé de la « retraite à points » en 2020. La brutalité de la répression est allée crescendo avec une accélération sidérante durant le mouvement des Gilets jaunes en 2019. Quant aux libertés publiques, la frénésie législative sécuritaire et antiterroriste de toutes les majorités successives a commencé à creuser leur tombe.

Le projet de liquidation des compromis sociaux hérités du fordisme a besoin de se débarrasser de la démocratie sociale comme de la démocratie tout court. Il conduit dans le monde entier une brutalisation des rapports sociaux et politiques. Depuis le début du siècle, les situations

En trente ans, les conditions de la bataille sociale et démocratique ont été bouleversées

d'émeutes, d'affrontements civils et de répression violente se sont multipliées, scandées par des vagues de soulèvements : 2005- 2008 (France et Grèce), 2011-2014 (printemps arabe, place Tak-sim, Ukraine, Hong Kong), 2019 (Gilets Jaunes et 20 pays sur quatre continents), 2020-2022 (Black Live Matter et Iran). Mais cet enchaînement historique de mobilisations nationales est aussi un enchaînement de défaites.

Les rares soulèvements qui ont été victorieux ont dû leur puissance à la dynamique constituante nationale et populaire qu'ils ont fait émerger. C'est le cas de l'Ukraine (2014) et du Chili (2019-2020). La répression y a été sanglante. Mais la résistance à la violence d'État a été la base d'une solidarité organisée, la mise en œuvre pratique d'une autre conception du corps social, la refondation d'un peuple comme puissance collective.

En France, depuis trois mois, de mobilisations massives en action sauvage de blocage, de grèves tournantes en casseroles décentralisées, on sent bien que quelque chose se cherche et se passe qui est de cet ordre. La résistance est passée de la défense de la retraite au sens de la vie et du travail, de la mobilisation syndicale à la présence dans le même cortège du Pink-block, ou de bassines en plastique rappelant les exactions du pouvoir à Sainte Soline. L'unité

de l'intersyndicale a produit cette mobilisation exceptionnelle ouverte à tous les combats contemporains.

Chacune et chacun sent bien que maintenant, la bataille ne peut être que globale et de long cours. Il s'agit moins de « faire plus » que de viser plus haut. Le néolibéralisme installe le chaos social par la paupérisation, la précarisation, la croissance des inégalités, la casse des services publics, la mise en concurrence universelle des individus et des groupes et la corruption. Ce chaos dévaste le pacte national de solidarité sociale. Il dissout le peuple comme « demos », comme « Nation », seule détentrice légitime de la souveraineté (l'article 3 de la déclaration des Droits de l'Homme). Le soulèvement se produit quand le refus d'une décision singulière (le prix du métro, le prix de l'essence ou l'âge de la retraite) mobilise le refus du chaos et l'aspiration à un nouveau pacte social. Les soulèvements du XXI^e siècle, des printemps arabes aux Gilets jaunes, ont plus souvent brandi le drapeau national que toute autre bannière.

Or sur ce terrain, sur le marché politique, en France comme ailleurs, c'est l'extrême droite qui tient boutique en proposant une restauration nationale sécuritaire, liberticide et raciste construisant du commun dans le lynchage, et érigeant le ressentiment en principe d'ordre public.

Faire peuple ensemble est la seule voie d'une souveraineté politique retrouvée, le seul moyen de contester l'hégémonie menaçante du Rassemblement national. Ensemble, « beaufs et barbares » comme le préconise Houria Bouteldja, « banlieues et campagnes populaires » comme l'exprime François Ruffin, mais aussi dans toutes les dimensions et tous les terrains de ce « soulèvement du vivant ». Faire peuple ensemble, le pays en a une expérience récente dans la mobilisation solidaire contre le COVID. Faire peuple ensemble, on le ressent physiquement dans les émotions de la rue rassemblée. Un nouveau pacte national de solidarité est en germe dans la mobilisation de ces derniers mois.

Mais faire peuple nécessite aussi de se parler et de dire ensemble. Les lieux et les moments de cette construction ont été les grands absents de la séquence qui s'achève. Il nous a manqué cette parole commune. Il est urgent de délibérer ensemble, de construire ensemble un autre discours, d'aller puiser dans ce savoir-faire collectif pas si ancien qu'ont été les Forum sociaux, les places occupées, les ronds-points, les Assemblées des assemblées des Gilets jaunes ou Nuit debout.

Aujourd'hui, officiellement, « l'ordre civil est un ordre de bataille' (Foucault). Notre nouvel ordre de bataille populaire ne peut être que constituant.

● **Alain Bertho**

Une version longue de cet article est parue dans [Regards](#) le 24 avril.

Devant le conseil constitutionnel

Dans les heures qui suivent ce conseil de « sages » va impunément valider une loi inique, injuste et qui sera promulguée dans les conditions les plus sombres de la République.

Un ordre instable règne. Les lueurs affaiblies de la démocratie glissent avec frayeur sur les casques des gardiens de l'Institution.

Pas une fenêtre n'est éclairée. La seule lumière s'aperçoit loin sous le dernier porche.

64 rangées d'une sombre prémonition dans la tombée de la nuit où doute inexorablement la démocratie....



Émiettements et fermentation

La revue numérique *D'ailleurs et d'ici* publie une enquête intitulée « *Que cache la croisade contre le wokisme ?* »¹ Le Woke, mouvement un peu difficile à caractériser, polarise des actions multi-formes contre les préjugés et discriminations drainées par le cours de l'histoire au nom de la race, du genre, de l'orientation sexuelle, etc. Ça ne se fait pas sans désordres polémiques. Cette publication m'a donné l'envie d'aborder ma contribution par cette rive. Comment est-il possible, « à partir de ce qu'expriment les manifs, les pancartes, nombre de propos », d'envisager que le mouvement social commence à « *investir davantage le champ de l'alternative* »².

L'enquête évoquée cite le sociologue Olivier Roy qui prend de suggestives distances avec le Woke³ : « *Depuis les années 80, écrit-il, nous vivons un fort processus de désocialisation, dopé par l'ubérisation croissante de la société. Et c'est sans doute la première fois dans l'Histoire que les nouvelles générations n'imaginent plus vraiment d'enchantement pour demain [...] Aussi, (mon hypothèse) c'est que toutes ces revendications identitaires – loin de s'insérer pour l'instant dans un projet politique cohé-*

rent, créateur d'un nouveau collectif – entraîneront malheureusement d'abord toujours plus de concurrence victimaire et un vivre-séparé. »

Cette description peut je crois s'appliquer à bien des champs de la revendication politique et sociale dans les formes qu'elle a prise après la victoire de l'auto-proclamé « libéralisme ». *L'ubérisation de la société* se nourrit de l'envahissement des esprits par l'imaginaire marchand qui nous assigne au tête à tête avec nos cadidies, nos frustrations, nos communautés (ou groupuscules), nos adversaires du moment, nos logos partidaires. A chacun sa cause ? Auto-entrepreneurs de l'avenir social ?

Cette poussière de pôles revendicatifs commence, en se déposant, à « faire sol »

Filons la métaphore

Mon sentiment est que cette poussière de pôles revendicatifs commence, en se déposant, à « faire sol ». Un sol en fermentation. L'exemple du Woke est de ce point de vue éclairant. Il mobilise, sans toujours éviter les échappées paranoïdes, tous types de victimes des dominations identitaires. Mais le sol est unique et commun. Chaque cause – ses

lumières, ses excès – agit sur ce sol comme un ferment.

La décomposition en moût putride est un des effets de la fermentation. Le vin de Champagne aussi ! La confrontation des idées et des actions portées par le Woke peut déboucher sur du n'importe quoi rhétorique, de l'impasse politique ; mais elle génère aussi, presque à notre insu et non sans lien avec les aléas de la décomposition, les exhalaisons d'un *esprit*, comme on parle de *l'esprit* de vin. Respirées par le grand nombre, voici que ces effluves contribuent à ouvrir la voie à des dépassements historiques majeurs. Pour une partie conséquente de la jeunesse des quartiers populaires, la racialisation séculaire des humains par le suprématisme blanc commence à s'évaporer. Un « Jaune », ça ne se dit plus. Un Noir, un Blanc ? La charge *raciale* s'estompe. Il s'agit là d'une modification considérable de l'histoire humaine. Polarisés par cette issue, le pétilllement des controverses comme les relents du moût prennent tout leur sens.

Chantier : identifier les processus de fermentation à l'œuvre, les nommer, renforcer leur capacité à décomposer ce qui doit l'être, ne pas s'effrayer des âcres humeurs qui en naissent, accompagner et valoriser toute voie de passage à « l'esprit » de dépassement vers de nouveaux univers symboliques communs ?

● Jean-Louis Sagot-Duvaurox

1. <https://dailleuretici.news/que-cache-la-croisade-contre-le-wokisme-enquete>

2. Problématique définie pour le dossier de mai 2023 de Cerises

3. Je partage les interrogations d'Olivier Roy, mais considère aussi que beaucoup d'actions et de propos pertinents naissent du Woke.

Démocratie participative ?

Les critiques et les attaques légitimes contre la Vème République, et encore plus contre la pratique qui en est faite font florès : sont en particulier dénoncés la verticalité macroniste permise par cette constitution, le trop peu de pouvoir de l'assemblée nationale qui en est le corollaire, et surtout la trop faible place donnée aux citoyens...

Parlementarisme raisonné ?? en tout cas pas raisonnable du tout !

Les citoyens ne se suffisent plus du tout aujourd'hui de la démocratie représentative telle qu'elle est pratiquée ; ni du seul bulletin de vote comme participation politique et comme expression de la souveraineté populaire... Ils manifestent une énorme méfiance vis-à-vis des élus, vus comme une minorité accaparant le pouvoir politique, et ils veulent être associés aux décisions publiques... des gilets jaunes aux soulèvements contre la réforme des retraités, manifestations et mouvements sociaux le prouvent assez.

Il y a donc urgence et nécessité à associer les citoyens aux décisions publiques :

pour ce faire on peut décider de rejeter l'ensemble de la constitution de la Vème République au profit d'une VIème pensée et mise en œuvre par une assemblée constituante composée pour une grande part de citoyens. Ce peut être une solution, elle semble coûteuse en temps et en mobilisation ; mais elle sera sans doute nécessaire un jour ou l'autre.

Il est aussi envisageable d'aménager et appliquer la constitution actuelle en

transformant fondamentalement les rapports entre élus et citoyens, chose qu'elle permet. Que les élus soient de réels porte-paroles, prennent réellement en compte ce que leurs mandants demandent. Que des assemblées citoyennes soient convoquées chaque fois qu'une décision importante doit être votée qu'elles en débattent et fassent des propositions. Qu'en outre les élus rendent compte à leurs mandants de leur votes et des délibérations

Il y a urgence et nécessité à associer les citoyens aux décisions publiques

Une autre possibilité serait d'instituer une 3ème chambre au parlement, constituée de citoyens élus et en relation avec des assemblées citoyennes, il faut qu'elles soient renouvelables de façon à ne pas reconstituer des oligarchies et qu'elles ne fassent pas écran par rapport au peuple comme on peut le voir dans des comités de quartiers dans les communes.

Consulter systématiquement les citoyens par référendum et surtout permettre le développement des référendums d'initiative populaire ou citoyens ou partagés, sans que ceux-ci nécessitent qu'ils soient demandés par 10% du corps électoral ce qui empêche complètement leur usage mais peut être par

1,5 % soit 700000 personnes comme le proposaient les Gilets Jaunes.

Nous n'oublions pas cependant l'adoption du traité européen en 2007 en contradiction avec le résultat du référendum de 2005 par lequel 55% de la population française avait voté Non contrairement aux positions des politiques et des médias : un échec de la démocratie qui laissera des traces pendant longtemps.

Le numérique parce qu'il permet des consultations moins lourdes et une participation moins coûteuse en déplacement pour les citoyens devrait révolutionner les modes de participation.

Les conventions citoyennes peuvent être un bon outil de participation populaire à condition de ne pas en faire des sondages ou des enquêtes de satisfaction et de ne pas être confondues avec des outils d'information mais qu'elles permettent un vrai travail d'élaboration amenant des propositions, celles-ci pour être légitimes seraient toutes soumises au vote du parlement et des évaluations seraient pratiquées systématiquement quant à leur suivi. Sinon les citoyens s'en désintéresseront. A l'exemple de la convention sur le climat qui a beaucoup déçu participants, citoyens et observateurs, alors qu'un magnifique travail a été fait.

Ces propositions de pratiques pourraient permettre de rendre légal ce qui est légitime.

● **Bénédicte Goussault**



©sergedignazio

Démo-cratie = exercice concret du pouvoir par le peuple

49-3, Conseil Constitutionnel on nous dit que la démocratie parlementaire est mise à mal. Ah bon ? Parce qu'avant le Parlement était fidèle aux aspirations des citoyen.nes ? Existe-t-il dans l'Histoire et sur la planète un système institutionnel qui ait été durablement fidèle aux aspirations des citoyen/es ? Soit le genre humain est frappé d'une poisse universelle soit ce système représentatif n'est pas réellement démocratique.

De fait, une fois élu/es, « les représentant/es » bénéficient d'une indépendance vis-à-vis de leurs mandants et le « contrôle » vient par définition après-coup. Les citoyen/es, sont souverain/es le temps passé dans un isolement pour désigner les maîtres auxquels ils devront ensuite obéir. Et lorsque des mouvements appellent à la « désobéissance civile », cela dit combien la démocratie comme expression directe du peuple n'est pas dans la norme. Déjà l'extension des absences était significative et l'expérience actuelle est comme la goutte qui fait déborder le vase de la défiance envers les institutions.

Des commentateurs évoquent qu'il y aurait deux légitimités : celle des urnes et celle du peuple. Distinguo schizophrène !

Nous changeons d'époque et même de dimension anthropologique. De l'aube de l'humanité jusqu'aux années soixante-dix du siècle dernier, le travail a reposé sur le fait que la conceptualisation (donc le commandement) et l'exécution ne pouvaient être assurés par les mêmes personnes. C'était le creuset des sociétés fondées sur des rapports de domination et d'exploitation. Aujourd'hui, la subjectivité et la prise de responsabilité

de la personne sont de plus en plus requises. Et si l'organisation de la société ne suit pas, plus rien ne fonctionne. Cette distorsion est à l'origine profonde à la fois de la crise du travail et de la crise de la démocratie actuelles.

Un nouveau rapport du Je au Nous recouvre toutes les pratiques sociales. On le voit avec le mouvement des femmes ou les jeux olympiques des handicapés : chacun/e cherche à affirmer son être dans la société. Désormais c'est l'individu total qu'il faut prendre en compte ou rien du tout. Le contenu même du collectif s'en trouve transformé. Toute la



©sergedignazzio

société en est imprégnée ce qui stimule des aspirations à une vraie démocratie. Lorsque l'on dit que les jeunes sont porteurs du rejet de toute verticalité, ce n'est pas parce qu'ils sont ENCORE jeunes c'est parce qu'ils sont de la génération de ces transformations.

Le pouvoir ne se rétrocede pas, il s'arrache et se construit par soi-même avec ses semblables

La démocratie ne sera pas de l'ordre de moins de pouvoir personnel et ne nous viendra pas d'en haut quel que soit l'affichage de ce « en haut ». La 6^{ème} république ne peut venir d'un personnage hors du commun. Le pouvoir ne se rétrocede pas, il s'arrache et se construit par soi-même avec ses semblables.

Il est donc temps. De faire quoi ? Si je commençais par premièrement puis énumérais la liste à suivre, je serais en contradiction flagrante avec mon propos. Par contre je puis interroger celles et ceux qui aspirent à maîtriser leur sort pour voir ensemble si dans les refus, les expérimentations, l'exigence d'être entendu/es il n'y a pas là des points de départ ouvrant sur les pistes de nouvelles pratiques : com-

ment par exemple ce qui est au cœur des mouvements, des assemblées locales, d'entreprises peut devenir autant de points de départ pour que des porte-paroles (pas des représentants, on a donné !) chargés de volontés précises soient missionnés pour voir s'il est possible de les mutualiser et qu'on leur donne force de loi. N'y a-t-il pas déjà cette quête chez les Gilets Jaunes, les Nuits Debout, dans l'occupation des locaux de LVMH et dans des mouvements lycéens et étudiants ? La nature de la lutte change : elle se charge d'une portée de subversion des règles établies. N'est-ce pas déjà cela qui inquiète les gouvernants et leur fait dire tant de mal de la rue ?

● Pierre Zarka

L'estaque

Un... Deux... Trois...

Tiens, une valse ? Une nouvelle chanson de manif ? Nous tendons l'oreille. Au loin, l'anti-musique des détonations. Les jeunes en tête de cortège doivent manger de la lacrymo.

*« Petit, vois-tu ce pieu de bois,
Auquel nous sommes tous enchaînés
Tant qu'il sera planté comme ça,
Nous n'aurons pas la liberté »*

Un... Deux... Trois. Nous chantons timidement. Les camions de police nous regardent passer, CRS au pied, casqués, boucliers, harnachés... C'est amusant, quand on y pense. Un... Deux... Trois... Trois temps. Un simple temps supplémentaire, qui nous différencie de ceux qui marchent au pas...

*« Mais si nous tirons tous il tombera,
Ça ne peut pas durer comme ça... »*



©Bérengère Nazé

Nos voix s'unissent, se mêlent, s'emmêlent. Plus assurées. On se rapproche.

Et les détonations, on s'en balance. On s'en valse. Car elle est belle, cette chanson. Et le temps, cyclique, cynique, fait résonner ici, à Rennes, la resistencia anti Franco. Parce que ce gouvernement, qui se croit Élu, il faut qu'il tombe, tombe, tombe.

La retraite n'est presque qu'un prétexte. Mépris, mensonges généralisés, racisme d'état, droits de l'homme menacés, baffoués. Sainte Soline ensanglantée. La liste est trop longue. Quand les idéaux meurent, on ne regarde plus le vent passer.

La colère et les lacrymos me montent aux yeux.

« Si nous tirons tous il tombera »

Place Sainte Anne, cortège à l'arrêt. Nous continuons de chanter.

Et notre M. Loyal en tee-shirt rouge de dépasser le chant, d'entrer en danse. « La la la la, lala, lala ». Comme un hommage funéraire à notre démocratie moribonde. Autour de lui, le cercle s'élargit. Quelques pas dansés, cadencés, un... deux... trois... pour lutter contre ce qui ne marche pas, contre ceux qui marchent au pas, ceux qui claquent des talons et frappent nos gosses, pas si loin, sous les détonations.

Nos voix déferlent.

« Et nous aurons la liberté »

La musique se tait.

Il faut rentrer. Reprendre le métro, le boulot.

Dans ma tête valse S. Un pied après l'autre, tête levée vers le ciel, bras écartés.

Je n'aurais pas dû rester statique. J'aurais dû aller danser.

Je ne sais pas chanter. Mais parfois, on ne peut plus rester réservé.

Je ne sais pas danser. Mais parfois, on ne peut plus rester sans bouger.

Je ne sais pas casser. Mais parfois, on ne peut plus rester bien-élevé.

Et face à ceux qui nous tiennent enchaînés,

Il suffira d'un pas dansé

Pour faire de nous des révoltés.

Il suffira d'un pas de côté,

Pour allumer le tison

De la liberté.

● **Alexandra Pichardie**

Démocratie j'écris ton nom !

« On n'est pas en démocratie simplement parce que le peuple est représenté par des députés ou gouverné par des présidents élus, mais quand il existe des formes d'affirmation de ce pouvoir de personnes qui sont autonomes par rapport aux institutions de l'État. »

Jacques Rancière

Nicolas Sarkozy l'avait affirmé, François Hollande et Emmanuel Macron l'ont sans cesse répété à l'envi : nous détenons notre légitimité du suffrage universel donc rien à dire rompez les rangs !! Or, depuis longtemps la démocratie est malmenée et il ne suffit pas d'affirmer que le peuple a voté pour qu'on soit quitte.

On ne peut que constater que la démocratie sociale est malmenée : des délégués syndicaux sont licenciés, le droit syndical est en régression mais surtout les travailleurs n'ont jamais eu le pouvoir de décision sur les choix stratégiques de l'entreprise. Le pouvoir est aux mains des actionnaires et des puissances d'argent. Sur le plan politique le taux de participation aux élections locales et nationales ne cesse de régresser. Pour ne prendre que le deuxième tour des présidentielles de 2022, E. Macron n'a obtenu que 38,49 % des inscrits. Pour les législatives on est passé d'un taux d'absentéisme de 22,8% en 1958 à 51,3% en 2017. Le mouvement social en cours

provoque une véritable crise de régime et une crise très grave de la démocratie car le pouvoir est complètement hermétique à l'expression populaire alors que 90% des salariés/es rejettent la réforme sur les retraites, hermétique aux syndicats qui ont montré leur unité sans faille, hermétique à l'expertise du mouvement associatif, Macron sombre dans l'absolutisme présidentiel pour reprendre les propos d'Edwy Plenel. Reprenons les propos de Samuel Hayat dans Libération « *Qu'il ait été élu ou qu'il ait pris le pouvoir de force, tout gouvernant dans cette situation dit à peu près la même chose : moi seul suis légitime, moi seul défends l'intérêt général, moi seul représente le vrai peuple. Des millions de personnes sont dans la rue ? C'est simplement « la foule » et « l'émeute » pour reprendre les termes d'E. Macron le 21 mars 2023, « des factieux et des factions », comme il le dit le lendemain durant le JT de 13 heures. Rien de neuf dans ce discours qui commet l'erreur de résumer la démocratie, le pouvoir du peuple, aux seules décisions des élus.* ». Il me semble que la démocratie est à construire dans une forme émancipée et au cours de ce mouvement social puissant sur fond de luttes sociales (retraites) et écologiques (bassines) les institutions ont été largement questionnées. On a pu voir beaucoup de débats sur la pertinence de la Vème République. Il faut revendiquer le fait que le peuple doit être législateur à part entière, le gouvernement n'étant que l'exécutif. Robes-



©sergedignazio

pierre disait : « *les représentants vous n'êtes que les commis d'un peuple législateur* ». Or, on est passé d'un peuple législateur au peuple représenté et la grande bourgeoisie n'a jamais accepté de céder une once de pouvoir au peuple en écrasant dans le sang toute volonté populaire d'émancipation comme en juin 1848 ou au moment de la Commune de Paris. La démocratie réelle n'a jamais été mise en œuvre. Nous vivons une délégation de pouvoir permanente et ce à tous les échelons de la vie politique car on a réservé à une petite fraction de la population la capacité de penser, de savoir et d'agir. Aujourd'hui cette conception est en crise.

Nous concluons par ces vers de Victor Hugo

*Honneur au grand jour qui s'écoule !
Hier vous n'étiez qu'une foule :
Vous êtes un peuple aujourd'hui »*

● Daniel Rome

Le peuple doit être législateur à part entière, le gouvernement n'étant que l'exécutif



Vers une démocratie autogérée ?

Si pour les gouvernants, la crise démocratique n'existe pas au motif qu'ils ont été élus et qu'ils appliquent un programme dans le respect du cadre institutionnel, nous vivons en réalité la plus grave crise démocratique depuis ces 50 dernières années.

Nous ne faisons qu'observer une fracture entre une grande partie de la population et celles et ceux qui exercent le pouvoir.

Le président de la République a négligé depuis le début de son mandat les « corps intermédiaires » de toute sorte, et singulièrement les organisations syndicales. Malgré des alertes récentes comme la crise des Gilets jaunes, Emmanuel Macron et son gouvernement ont estimé que leur projet était le seul possible et qu'il ne souffrait d'aucune alternative. Dès lors, face au rejet massif du projet de réforme, la seule issue possible pour le pouvoir était de l'imposer, « coûte que coûte » et de veiller à ne tenir aucunement compte de la position

des organisations syndicales alors que celles-ci étaient jugées plus représentatives et légitimes que le gouvernement. Les artifices et arguments du pouvoir (l'utilisation de textes constitutionnels, l'absence de vote de l'Assemblée nationale, le 49-3, les déclarations provocatrices ou encore la répression policière ont largement contribué à aggraver la crise.

Ce qui est aujourd'hui rejeté est donc sa manière d'être, de se comporter, ses mesures et la façon dont fonctionnent les institutions, en quelque sorte une crise d'illégitimité de cet ensemble.

A contrario, le conflit retraites et les enjeux liés au pouvoir d'achat dans un

contexte inflationniste ont réhabilité le rôle et la légitimité des organisations syndicales et du mouvement social.

Comment éviter qu'une nouvelle mesure illégitime soit imposée et comment faire vivre une vraie démocratie sociale et dans l'exercice du pouvoir et dans nos entreprises et administrations, sur nos lieux de travail ? Répondre à ces questions est d'autant plus nécessaire que les enjeux économiques, sociaux et écologiques actuels sont immenses.

La question démocratique se pose à tous les niveaux.

Dans le monde du travail, il est urgent d'associer les salarié-es aux décisions



© sergedignazio

de l'entreprise, concerné-es au premier chef. Ceci suppose de donner un véritable rôle aux travailleur-ses et à leurs représentant-es, dans toutes les instances – y compris celles qui régissent les stratégies. La démocratie sur les lieux de travail ne saurait toutefois être réelle si elle reste guidée par les objectifs actuellement dominants. Ceci implique par conséquent de sortir du management actionnarial, avec la finance et les pro-

Sur la base de règles claires connues et reconnues, la démocratie : c'est partout et tout le temps.

fits pour seule boussole, et préférer des formes de lieux de travail plus coopératifs et solidaires au sein desquels la démocratie sociale s'exprime réellement. Il s'agit aussi ici de refaire sens et de faire rimer conditions de travail et conditions de vie. « L'objet social » de l'entreprise en serait profondément réorienté et les services publics retrouveraient leur sens premier.

La démocratie doit également pouvoir vivre et s'exprimer dans les choix concernant la population. De ce point de vue, l'exercice solitaire et de plus en plus intolérant est discrédité.

Il nous faut donc revoir le modèle social dominant et faire émerger un autre projet, celui auquel semble aspirer une part croissante de la société au regard de l'érosion intrinsèque du modèle capitaliste qui au delà de creuser les inégalités, aliène les travailleur-ses et pourrit la planète.

Cette transformation sociale passe, en ce qui nous concerne, par une forme d'autogestion, laquelle reste cependant à définir et construire collectivement, et

qui ne peut être déconnectée des enjeux écologiques.

Dans cette approche, et sans aller dans le détail, la population doit se sentir représentée légitimement avec des consultations des organisations du mouvement social, mais aussi des consultations directes de la population et globalement à réussir le défi de construire une société des égalités, avec le respect des minorités.

La démocratie ne résulte pas en un vote périodique, lequel exclut au passage les personnes qui vivent et travaillent dans notre société, les étranger-es sont privé-es d'un droit fondamental qu'est celui de l'expression, et de participer à une vie collective.

Sur la base de règles claires connues et reconnues, la démocratie : c'est partout et tout le temps.

Un nouveau contrat social, en somme !

● **Ophélie Gath**, Solidaires

Aragon et la question coloniale

Nombre d'ouvrages évoquent les guerres coloniales, d'Algérie notamment. La part des intellectuels français ainsi qu'algériens est étudiée. Un nom demeure peu sollicité, Aragon. Sous le titre « Aragon et la question coloniale » Alain Ruscio lève brillamment la « mal » visibilité.

L'auteur s'inscrit dans le tempo d'Aragon, ce qui lui permet de faire entendre l'articulation de ses prises de parti politiques concomitantes à ses prises de parti littéraires. Il prend bonne note de travaux antérieurs qui affirment que la question coloniale n'est à aucun moment donnée centrale de l'œuvre de l'écrivain. Il pose néanmoins qu'elle n'en fut jamais absente. Fort du pointage précis qu'il mène au long des années qui précèdent l'adhésion d'Aragon au PC, Alain Ruscio livre les éléments marqueurs de son intérêt pour la question coloniale. Ainsi il souligne comme une étape première, la détestation qu'exprime Aragon à l'égard de l'exotisme façon Pierre Loti : « fini les mousmés, les geishas... [...] les négresses, les petites épouses » disparition que marque le roman inachevé : *Défense de l'infini* 1923-1927. La « question coloniale » est le terreau de l'engagement communiste d'Aragon, affirme Alain Ruscio qui le cite : « il s'est produit un fait capital pour nous tous et pas seulement pour moi, la guerre que nous considérons comme un crime et dont on nous avait prédit sur tous les tons qu'elle ne se reproduirait plus, la guerre cette fois c'était la France qui la faisait. Le jour où la France entreprit la guerre du Rif (1921 – 1925) cela été pour nous un grand choc ». Le fort engagement des communistes contre la guerre coloniale marque la période. Aragon adhère au PCF en 1927.

Contre-exposition coloniale de 1931, indépendances et guerres du Vietnam et de l'Algérie, la rupture de Césaire et l'engagement de René Depestre, les décolonisations africaines, la liberté d'Angéla Davis, Aragon fut de tous les combats anticoloniaux.

● Catherine Destom Bottin

Aragon et la question coloniale, Alain Ruscio, Éditions Manifeste ! 12 euros



L'établi

Mathias Gokalp réalise un film à partir du livre de Robert Linhart, qui relate l'expérience de l'auteur, professeur de philosophie devenu ouvrier chez Citroën à la porte de Choisy quelques mois après mai 68. Robert Linhart fait partie de ces militants intellectuels marxistes-léninistes de la gauche prolétarienne qui ont choisi de travailler à l'usine pour aider à la remise en cause des rapports d'exploitation. Dans son livre, il décrit de manière très précise le travail dans l'usine, ce que ne parvient pas à faire totalement le film.

Cependant, le film a le mérite de nous plonger dans ce contexte d'après 68, où le patronat a recherché rapidement à récupérer ce qu'il avait perdu à la suite du mouvement et des accords de Grenelle. Il nous montre les difficultés à construire la grève, y compris avec une CGT incarnée à l'écran par Olivier Gourmet prêtre ouvrier qui cependant s'impliquera en cours de mouvement, le travail militant qui consiste à partir de la réalité de la classe ouvrière avec les travailleurs et travailleuses immigré·e·s, la pression organisée par le syndicat maison, le mépris et le racisme des cadres.

Swann Arlaud (Robert Linhart) campe un personnage attachant, déterminé dans son engagement politique, tourmenté par les risques que peuvent prendre ses camarades en s'engageant dans la grève, dès lors que lui-même ne s'expose pas aux mêmes risques. D'autres méritent aussi qu'on les cite Ali, Sacha, Primo, Boubakar... de belles personnes !

Enfin il nous faut un patron Junot, joué par Denis Podalydès, terrible manipulateur, excellent lui aussi dans son rôle.

Allez voir le film et lisez le livre (ou l'inverse) si ce n'est déjà fait !

● Sylvie Larue

L'établi, Robert Linhart, Éditions de Minuit, Poche, 1981, 192 pages, 8 euros

L'établi, réalisé par Mathias Gokalp avec Swann Arlaud, Mélanie Thierry, Olivier Gourmet, Denis Podalydès



Neutriser, Émancipation(s) par le neutre

Et si le neutre n'était pas si inoffensif que cela ? Si considérer le neutre n'était pas valoriser et appuyer les identités sans s'enfermer dans la binarité ?

Car ce néologisme de « neutriser » signifie -selon l'auteure- sortir des assignations, donc créer des liens à partir du réel, pas de leur représentation. Retrouver une liberté, une émancipation (au sens de Foucault), s'extraire des catégorisations pour inventer, s'il le faut, un nouvel universalisme.

L'argumentation développée est convaincante. Elle interpelle une pratique éthique, la sollicitude, la douceur avec toutes les assignations attribuées à ces valeurs. Sortir donc de la neutralité neutralisante pour construire du vivant...

« Le neutre pousse à construire des alliances sur ce que l'on veut, plus seulement sur ce que l'on est ».

Voici un petit livre dérange méninge, dont quelques formulations denses et des phrases longues ne facilitent pas la lecture. Mais cet effort en vaut la peine !

● Patrick Vassallo

Neutriser, Émancipation(s) par le neutre, Lila Braunschweig Les liens qui libèrent, 2021, 208 pages, 16.00 euros



Refuge(s)

Depuis quelques années, la bande dessinée prend le large. Ce n'est plus un truc de gamin. Elle témoigne, explique, initie. On peut y aborder tous les sujets. Un peu comme le film « *Valse avec Bachir* », ou plus récemment « *Flee* » écrit et réalisé par Jonas Poher Rasmussen et sorti en 2021, la BD, ici, se fait reportage.

Refuge(s) est un album épuisé, pratiquement dès sa sortie. Mais l'auteur en cache peut-être encore quelques-uns... Le travail est très dense et propose deux reportages différents : 2016/2017, le démantèlement de la Jungle de Calais. 2022 : l'exil des Ukrainiennes qui fuient l'invasion Russe. Le lien entre les deux : trois centres de vacances CCAS (EDF), mis à disposition par le conseil d'administration pour accueillir les réfugiés. Décision « prise dans le cadre de leurs valeurs, et non en soutien à la politique du gouvernement ». La Bretagne a une tradition d'accueil. « Je crois, dit le conducteur du train qui mène Laurent Lefeuvre à Lannion, que ça tient au fait que les Bretons ont toujours voyagé, parfois pour découvrir le monde, parfois pour fuir la misère ». Le R.N, qui cherche actuellement à remettre en question ce devoir d'accueil à St Brévin-les pins (44), risque de s'en rendre compte assez vite...

A la lecture de cet album, tout s'éclaire. Explicites politiques, juridiques, témoignages marquants, portraits d'exilés... C'est documenté. Et beau, aussi.

● **Alexandra Pichardie**

Refuge(s), Laurent Lefeuvre, Éditions Komiks Initiative, Avril 2023, 144 pages, 22 euros



Relaxe

A partir du procès qui aura clôturé par une relaxe générale, 10 ans d'une manipulation policière et de la fiction des menées d'ultra-gauche écoterroriste (tiens, voici un vocabulaire qui sonne d'actualité, non ?), ce film nous montre les minutes d'une défense. Et d'un défilement de la vérité vraie.

Quelle vérité ? Celle d'hommes et de femmes, au fond bien ordinaires, en Corrèze, attaché.e.s simplement à mener leur vie avec sens. Et ce sens-là les conduit à faire autrement, à vivre collectivement tout en travaillant dans des emplois fort divers.

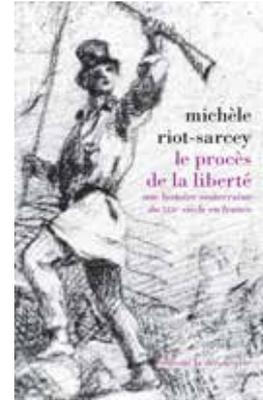
Manon est musicienne. A Tarnac, (c'est de cette « affaire » dont il s'agit) on découvre ainsi la bibliothèque, l'épicerie, l'apprentissage du français et l'accueil, d'étrangers notamment. Quoi de terroriste dans tout cela ?

Démonter toute cette machination n'a pas été de tout repos. Même lorsqu'on a sur la société dans laquelle nous vivons un peu de vigilance et de lucidité quant à ses institutions.

Pas de pathos, pas de romance, même si les ruptures, amicales professionnelles ou amoureuses sont évoquées. Un beau récit est ici réalisé à partir du scandale d'État qui aurait pu être l'épilogue de ce procès. Au même moment « L'effondrement » et « Désordres » jettent dans nos écrans une salutaire lumière sur le « système » de ce début de siècle.

● **Patrick Vassallo**

Relaxe, d'Audrey Ginestet, Documentaire, sortie le 4 avril 2023, 1h32



Le procès de la liberté

Michèle Riot-Sarcey historienne a beaucoup travaillé sur la Révolution de 1848.

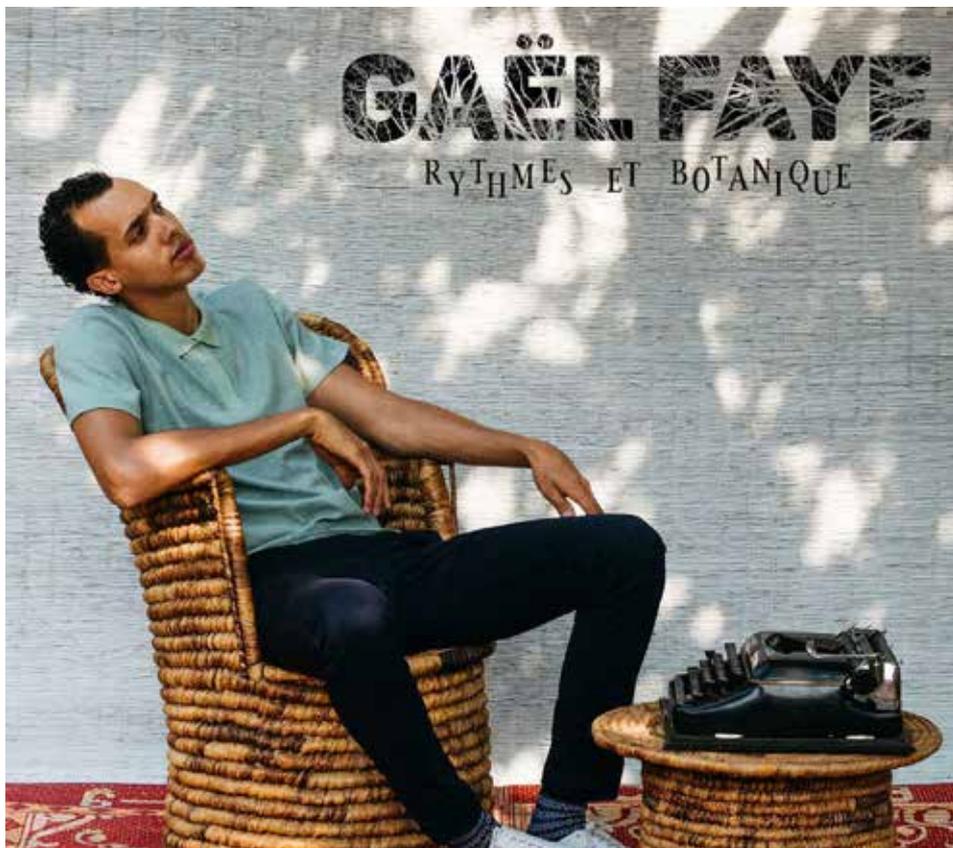
Ses travaux de recherche questionnent les notions de liberté, d'utopies, d'émancipation et de la République sociale. Nous avons dans un précédent N° de Cerises présenté « *le réveil de l'Utopie* ». Aujourd'hui nous présentons un ouvrage sorti en 2016 : « *le procès de la liberté* ». Michèle Riot-Sarcey revisite les idées de liberté qui mettent en mouvement la classe ouvrière naissante au 19^{ème} siècle mais aussi une partie de la bourgeoisie. Le livre découpé en 3 parties et 14 chapitres s'attèle à explorer toute la période qui va de 1830 (chute de Charles X, frère de Louis XVI) et l'accès au trône de Louis Philippe qui devra abdiquer 18 ans plus tard à la Commune de Paris et la fin de ce siècle marqué par la révolution industrielle et la naissance des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier. Dès l'introduction, M.R.S affirme qu'il faut « *penser l'histoire autrement car les esclaves, les colonisés, les femmes, les travailleurs n'ont jamais pu accéder au statut de sujets de l'histoire qui se pense et se déploie depuis le siècle des lumières, au temps où le devenir de la liberté semblait irréversible.* ». Le livre ouvre sur une lecture passionnante du 19^{ème} siècle. M.R.S montre que le mot liberté resurgit à chaque moment de régression sociale ou d'atteinte à son principe. Chaque période de l'histoire est singulière mais apprendre du passé aide à penser et à construire l'avenir.

L'auteure vient de sortir un autre ouvrage « *l'émancipation entravée* ». Nous y reviendrons dans un autre N°.

● **Daniel Rome**

Le procès de la liberté, Michèle Riot-Sarcey, Éditions La découverte, Janvier 2016, 360 pages, 24 euros

Chant révolté ou chant engagé ? Telle est la question...



« Et si on faisait un dossier sur la chanson engagée ?

- Super idée ! On part sur quoi ?

- Dans le dernier album de Grand Corps Malade, Gaël Faye et Ben Mazué, y'a une chanson...

- Et puis, Gauvain Sers...

- T'es sûr ? Je connais pas bien, mais je l'aurais pas classé là...

- Si, si, va écouter !

- Si tu le dis...

- Oubliez pas le Rap ! Y'a des morceaux géniaux !

- Oh, et les Fabulous Troubadours, vous connaissez ? »

Fragments de discussion préalable au sein du comité Culture de Cerises...

Mais voilà. Une fois entériné l'idée d'où partir ? Parce qu'on peut se poser la question : est-ce que finalement, la plupart des chansons ne sont pas engagées ? On peut

penser à Jean Ferrat, mais aussi à Francesca Solleville, à Marc Ogeret, à Mouloudji. Un peu aussi à Sardou ou Philippe Clay (mais bon, à droite...). Et est-ce comparable à l'Internationale, au chant des Cerises ou des Partisans ? Qu'est-ce qui fait l'engagement ? Est-ce la chanson qui « classe » le chanteur, ou l'engagement du chanteur qui classe la chanson ?

Quand on hésite, une solution : le dictionnaire. Rien de concluant, à part sur Wikipédia. On peut critiquer, mais c'est souvent un bon point de départ. Et la distinction est intéressante : partant d'une vieille émission Vibrato de 2013 (toujours accessible), l'article fait la différence entre « chant engagé et chant révolté ». Pour qu'il y ait chant engagé, il faut que les thèmes lyriques soient associés à « une envie immédiate de changement social ou politique ». Le chant révolté, quant-à-lui, se contente de dénoncer

une situation, sans pour autant essayer d'y apporter une solution.

Si on va plus loin, l'article classe la Marseillaise parmi les chants engagés. Chant de guerre au départ, chant des partisans de la Révolution, il devient en 1795 chant national. Mais on ne peut nier que la composante révolutionnaire de la Marseillaise ne soit plus aujourd'hui le chant révolutionnaire qu'elle a été. Reprise par les nationalistes, et boudée par de nombreux français (à part au foot), elle tend à représenter une soumission à l'ordre établi. Et rien n'empêche de penser que les petits nazillons du RN s'imaginent grands révolutionnaires quand ils entonnent l'hymne national... Ils ne revendiqueraient certainement pas le Chant des Partisans, en revanche. Mais « Ce soir l'ennemi connaîtra le prix du sang et des larmes » a-t-il le même sens chanté par l'Armée Rouge, par Camélia Jordana, ou repris par le collectif « Motivés ! » ou en manif ?

La notion semble mouvante en fonction de l'histoire, du groupe qui le revendique, des conditions...

Mais quid des chants révoltés ?

La chanson « La cause » de Grand Corps Malade, Ben Mazué et Gaël Faye met le doigt sur le problème. On demande de plus en plus aux chanteurs de « prendre position », de se « mettre tout un tas de bonnes causes en compétition », de choisir son candidat, mais tout en restant à sa place, parce qu'il faut « laisser parler ceux qui savent ».

Légitimes ou pas, les chanteurs ? Doit-on chanter seulement ce qu'on connaît ? Une chanson peut-elle vraiment « cracher des tempêtes, allumer des brasiers » ?

Elle peut, en tous cas, faire réfléchir.

Et c'est là toute la beauté de la condition d'artiste...

● **Alexandra Pichardie,**
Daniel Rome

Fête de la chanson politique



©fetedelachansonpolitique.org

Cette fête se veut être un espace de rencontre entre musique et politique, entre des publics et des idées mais également rencontre entre des styles musicaux et des langues diverses. Par la chanson politique, nous sommes nombreux, nombreuses à avoir découvert l'histoire de luttes, de résistances, non enseignées à l'école. Par effet de standardisation de la chanson, on tend à lisser ou invisibiliser des textes engagés, et d'effacer ainsi le lien entre musique et politique. Qu'elle soit le récit d'un combat ou porteuse d'une poésie plus complexe, elle est liée aux événements, à une époque. Une photographie sonore de notre société. Elle

permet une compréhension commune de ce qu'on vit, une résistance collective et/ou individuelle. Elle visibilise des situations d'oppression, d'injustice, met en lumière ce qu'on rêverait de nos rapports sociaux. Elle raconte l'histoire des peuples, reflète le vécu des classes populaires et laisse une trace dans notre histoire en y gravant les rêves, les espoirs et les idéaux. La chanson politique est ainsi particulièrement fondatrice de culture partagée et partageable. Ce festival n'est pas seulement le support à une programmation culturelle, mais il se veut porteur d'un propos : Il entend questionner le lien inestimable entre l'expérience politique et le fait de chanter et de faire de la musique. Ce lien que nous souhaitons faire perdurer dans notre esprit et ranimer dans nos pratiques [...]

Deuxième édition, les 1^{er} et 2 septembre, toujours dans le Comminges, à Mazères-sur-Salat. On en reparle dans un prochain numéro... En attendant : [Fête de la chanson politique](#)

● **Mylène Colombani**, pour l'association [Rue de la commune](#)



©fetedelachansonpolitique.org

L'engagement n'est pas toujours où on le croit ...

L'affaire Bilal Hassani a révélé les obscurantismes qui gangrènent encore notre société. Interdire un concert, dans une église désaffectée, parce que le chanteur/chanteuse n'est pas compatible avec la binarité convenue... Ciel, mon genre ! La communauté catholique et traditionaliste locale a en effet vivement critiqué la présence du chanteur d'origine marocaine en tant que porte-drapeau de la communauté LGBT+. Porte-drapeau assigné, origine pas contrôlée ?

Au-delà de cette réaction d'intolérance profondément réactionnaire, voilà un artiste, dont le principal fait de gloire est

l'Eurovision de la chanson et qui poursuit une carrière honorable, sanctionné (censuré) au-devant de la scène. Alors que dans plusieurs entrevues, il avait exprimé sa banalité et sa liberté de tenue, d'apparence, « d'ambiguïté », il se retrouve engagé malgré lui.

Colette Magny, grande chanteuse des années 80 et 90, exprimait sa colère devant un monde « où il est difficile d'être heureuse ». A un journaliste qui la définissait comme « une chanteuse qui dénonce », elle répondit « Je n'ai jamais prétendu être une chanteuse révolutionnaire. J'expose certaines choses ».

Si bien des artistes ont produit une chanson de propagande, de soutien aux luttes populaires, assumant un engagement, partisan (Ferrat ou Escudero au PCF, Luis LLach, Utgé-Royo, Bé ranger, Wolf Birman,...), bon nombre ont été engagés sur la seule foi de leurs paroles ou d'une manifestation de soutien.

Comme si la chansonnette du conter fleurette était banale et neutre ; n'exprimant rien de la vie !

● **Patrick Vassallo**

Du rap conscient et politique

A parler de chanson engagée, on pouvait difficilement passer à côté du rap...

Depuis le début des mobilisations contre la réforme des retraites, plusieurs figures du rap français se sont particulièrement mobilisées : concert de soutien aux caisses de grèves le 8 avril dernier à Pantin ; présence du rappeur Médine aux piquets de grève de la raffinerie TotalEnergies...

*« Ils reculent l'âge de la retraite
Mais avancent l'âge de la mort
Disent que c'est nous qu'appelons au
meurtre, envie d'gerber jusqu'à l'aurore
Est-ce que l'État nous protège ? Ou
l'État s'protège de nous ? »*

Médine, *Médine France*, 2023.

Il sera également présent aux côtés d'autres artistes locaux sur la scène du « village revendicatif des syndicats et associations » le premier Mai prochain, pour protester contre le « grand banquet du RN », délocalisé au Havre. Le slogan : « Pas de fascistes au Havre, pas de Havre pour les fascistes ».

L'engagement, il est au cœur du Rap même. A sa naissance en 1970 dans le Bronx, il est surtout politique. Y sont dénoncés la pauvreté, la drogue, les violences policières et celles des gangs, le racisme, l'inégalité des chances... Le travail artistique porte à la fois sur la musicalité, mais aussi sur les paroles, souvent violentes. Mais comme dit Sniper :

*C'est juste un cri de colère d'un
Jeune au bout du rouleau
Qui en veut à la Terre entière car
Il est mal dans sa peau
Au lieu de changer de vocabulaire
Il le dit avec ses mots
Au lieu d'aller foutre la de-mer
Il préfère prendre un stylo il est choquant*

*Mais il n'a d'autre solution
Il emploie des mots violents
Afin d'attirer l'attention*

Sniper, *La France*, 2001

Des paroles, donc, aussi violentes que la société qui les engendre.

En France, quelques grands noms

« historiques » : NTM, bien-sûr, I AM, Oxmo Puccino, Keny Arkana, Sniper, Kery James... Pour moi, c'est aussi la lettre au président d'Axiom, écrite en 2005 après la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré, électrocutés en fuyant la police.

*J'accuse trente ans de racisme et
d'ignorance*

*La répression sans prévention en
France*

*J'accuse votre politique, vos méthodes
archaïques*

*La centralisation, la défense unique de
la loi du fric*

*Au lieu de rassembler car tous fran-
çais,*

*Vous n'avez fait que diviser, laissant
l'extrême droite avancer.*

Monsieur le Président,

*Ne le prenez pas comme une offense,
Mais moi aussi je crois en la démocra-
tie de France*

*Je crois en la république, la vraie
Car c'est le rêve du peuple et des op-
primés*

*Colonisation, chômage, et précarité
Ont engendré violence, inégalités*

*La Discrimination, à l'embauche, à
l'emploi, cela va sans dir*

*Provoque la fuite des cerveaux, laisse
une jeunesse sans avenir*

*Est-ce un hasard si votre ministre sé-
duit l'extrême droite ?*

Ma lettre au président – Axiom 2005

Une lettre toujours criante d'actualité, presque vingt ans plus tard. Les ministres se suivent, interchangeables... Et les revendications du Rap conscient ont (malheureusement) encore de beaux jours devant elles.

● Alexandra Pichardie



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>